

PAGES DE GAUCHE

www.pagesdegauche.ch

Périodique indépendant
d'opinions socialistes

N° 177

Automne 2020



Page 4 Suisse

Retour sur les révélations de la WOZ à propos des exportations de l'industrie d'armement suisse.

Page 5 Bélarus

Depuis des semaines, le peuple fait vaciller le pouvoir monopolisé par Alexandre Loukachenko depuis 25 ans.

Page 6 Fribourg

Après des décennies de politique d'austérité, la crise du coronavirus a révélé la fragilité des hôpitaux publics.

Page 8 Hong Kong

Un message des syndicats indépendants pour dénoncer l'attaque inédite du pouvoir chinois contre les libertés.

Le dossier

Combattre le racisme !

L'été 2020 a vu une nouvelle vague puissante de manifestations se dresser contre le racisme ordinaire et systémique subi par les personnes noires. Aux États-Unis, le mouvement Black Lives Matter a rappelé que le seul fait d'être noir·e expose à un danger accru de mort violente. Ce dossier montre qu'en Suisse aussi, la violence raciste est une gangrène, et que l'antiracisme y est une nécessité. D'un point de vue socialiste, il constitue un combat tout aussi important que le féminisme et la lutte des classes. Page 9

À lire sur notre site

Du bon usage du référendum

Posted on 15 octobre 2020 by webmaster@pagesdegauche.ch



Léo Tinguely · Lors de sa retentissante occupation de la place Fédérale aux côtés d'Extinction Rebellion à la fin septembre dernier, la Grève du Climat démontre une politisation de son discours et de son répertoire d'actions. La voilà en effet.

Continuer la lecture →

Élections douces-amères à Bienne

Posted on 2 octobre 2020 by webmaster@pagesdegauche.ch



Hervé Roquet · Les élections communales de Bienne sont passées inaperçues dimanche dernier 27 septembre lors de l'analyse des résultats des votations nationales et cantonales. Cependant, pour la gauche cette élection est particulièrement intéressante. Dans son ensemble le résultat est.

Continuer la lecture →

Après la pandémie, retour à la politique

Posted on 28 septembre 2020 by webmaster@pagesdegauche.ch



La rédaction · Elle était communicative, la joie des forces de gauche ce dimanche. Et il y avait de quoi se réjouir en effet, car ce n'est pas tous les jours que la gauche parvient à l'emporter en faisant face.

Continuer la lecture →

Chronique

Une rentrée sous pandémie

La rentrée scolaire est un moment déterminant pour les enseignant·e·s et leurs élèves. S'y mêlent stress et appréhension devant la nécessité que la rencontre avec l'autre se déroule au mieux, mais également des émotions positives, le plaisir de (re)voir tout ce monde, ce collectif.

L'école, c'est d'abord un espace de rencontre entre individus, d'une classe et de son enseignant·e qui se côtoient presque quotidiennement pour au moins un an. C'est dans cet espace de relation seulement que le cadre d'apprentissage peut être posé et ainsi l'échange, la réflexion, l'acquisition d'outils et de connaissances rendus possibles. De la qualité de cette relation dépend une partie significative de la qualité des apprentissages. Bien sûr, la possibilité de poser ce cadre dépend aussi de la qualité des conditions de travail.

Or aucun de ces éléments n'a été garanti durant la période dite d'enseignement à distance (EàD), avec notamment comme conséquence la creusement des inégalités. Ceci a mis clairement en évidence que cette forme n'a de l'enseignement que le nom et a rappelé à quel point la « vraie » profession d'enseignant·e est essentielle.

La rentrée dans les classes, même avec un masque, est donc une bonne nouvelle. La mission de service public peut être effectuée, répondant ainsi au droit fondamental à la formation.

Mais la situation sanitaire reste très fragile et le spectre d'un retour à l'EàD menace. Pourtant, à l'heure où j'écris cette chronique, et alors même que la situation de ces dernières semaines aurait permis d'y réfléchir sérieusement, rien ou presque n'est prêt pour ce retour, à part des ébauches de scénarios par les autorités qui ne tiennent compte ni de leur possibilité réelle d'application, ni des bilans pédagogiques et des demandes des professionnel·le·s de l'école et de leurs représentant·e·s (les syndicats).

Enfin, dans le canton de Vaud, cette période a encore aggravé une tendance que l'on observait déjà avant la crise : si le Département de la Formation et de la Jeunesse s'est montré très volubile dans la presse, il est souvent resté sourd à l'expertise de celles et ceux qui font l'école. C'est une évolution inquiétante.

Cora Antonioli

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 59.-
Abonnement de soutien : Fr. 150.-
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs) : Fr. 49.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Antoine Chollet (AC), Emma Sofia Lunghi (ESL), Joakim Martins (JM), Bertil Munk (BM), Stéphanie Pache (SP), Léon de Perrot (LP), Hervé Roquet (HR), Pauline Schneider (PS), Gabriel Sidler (GS), Léo Tinguely (LT).

Comité :

Cora Antonioli, Çağla Aykac, Umberto Bandiera, Valérie Boillat, Rüstü Demirkaya, Dan Gallin, Mathieu Gasparini, Anne Holenweg, Ihsan Kurt, Urs Marti, Line Rouyet, Arnaud Thiéry.

Maquette :

Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne.

Secrétariat de rédaction et webmaster :

Antoine Chollet, Lausanne.

Mise en page :

Pauline Schneider, Neuchâtel.

Dessins :

Christian Vullioud (Cévu).

Illustrations :

Photographies du 8 mars 2020 à Lausanne
(Emma Sofia Lunghi et Joakim Martins).

Relecture :

Cora Antonioli et Yvan Thiéry.

Impression :

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

ERRATUM

La rédaction de *Pages de gauche* s'excuse pour une confusion qui s'est glissée à la page 5 de notre dernier numéro. L'article entendait parler des références de l'extrême droite à l'*Überfremdung* (la « surpopulation étrangère »), et non à l'*Entfremdung*, qui signifie, comme les lectrices·eurs de Marx le savent bien, l'« aliénation ».

Éditorial

Quelle coalition pour le climat ?

La semaine « d'actions de désobéissance civile non violente et de masse » dénommée « Debout pour le changement » a eu lieu du 20 au 25 septembre 2020 sur la place Fédérale à Berne. Lors de cette dernière, des militant·e·s climatiques, principalement membres d'Extinction Rebellion ou de la Grève du Climat, ont décidé de camper devant le Parlement suisse pour rappeler aux élu·e·s, en train de décider de la loi sur le CO2, leur responsabilité face au changement climatique.

Cette occupation illégale – il est interdit de manifester sur la place Fédérale lorsque l'Assemblée fédérale siège – n'était pas du tout du goût du bloc bourgeois. La majorité de droite du Conseil national s'est notamment distinguée en acceptant une motion d'ordre de l'UDC demandant l'évacuation immédiate de la place bien que cela soit une prérogative communale. Les jeunes militant·e·s climatiques ont également eu le mérite de faire sortir de leurs gonds certain·e·s parlementaires de droite. Andreas Glarner (UDC/AG) a, par exemple,

étalé sa xénophobie décomplexée en investissant, devant caméras et micros, la conseillère nationale verte Sibel Arslan. Écorchant volontairement son nom, il a beuglé avec toute l'élégance dont il est capable : « Le droit et l'ordre, Madame Arslan ! Il n'y a pas ça dans ton pays ! ».

Cette semaine d'action peut être considérée comme étant couronnée de succès. Elle a d'un seul coup obtenu un très large écho médiatique, replacé la thématique climatique sur le devant de la scène politique et créé de la conflictualité entre une majorité parlementaire bourgeoise et un mouvement social revendicateur.

Un mouvement de désobéissance civile, qui viole des lois importantes, doit impérativement s'appuyer sur un large mouvement populaire, que les actions spectaculaires du mois de septembre visaient à mobiliser.

En effet, si l'action politique se fait certes au parlement, sur lequel il faut évidemment exercer des pressions, nous y perdons bien souvent. Il faut

donc se rappeler qu'elle se fait également hors du parlement, seul endroit où, pour le moment, une politique écologique ambitieuse peut être imaginée et commencer à être mise en œuvre.

Seul un mouvement social aussi large que possible pourra donc produire les résultats immenses qui sont aujourd'hui nécessaires sur le front du climat et de l'environnement. Si le mouvement climatique suisse veut éviter de se marginaliser, ce dernier doit, comme il l'a déjà fait avec succès par le passé, former des alliances avec les mouvements ouvriers et paysans dans le but de former une coalition capable de s'imposer et de changer la politique écologique et climatique, en Suisse et ailleurs.

La rédaction

Au sommaire de ce numéro

- | | | | |
|----|---|----|---|
| 3 | Éditorial
Quelle coalition pour le climat ? | 14 | L'histoire méconnue du colonialisme suisse |
| 4 | Actualités
La Suisse, le commerce et la guerre | 16 | « Pour les classes populaires, l'État n'est que répression » |
| 5 | Bélarus : les trois coups de la révolution | 18 | « Je n'ai pratiquement jamais eu une lecture à faire sur un·e auteur·e noir·e. » |
| 6 | Un système de santé mortel | 19 | « Ce que taire autorise à dire » |
| 7 | Le clown ne fait plus rire | 20 | Culture
Baldwin dramaturge |
| 7 | Le poing, la rose et le casse-noix | 21 | Green Book |
| 8 | À Hong Kong, la liberté en danger | 21 | Fanon, « Un homme qui interroge » |
| 9 | Dossier
Combattre le racisme, partout ! | 22 | Colette Guillaumin : penser le racisme |
| 10 | Penser l'antiracisme | 22 | Dear White People |
| 12 | « Le racisme est tentaculaire » | 23 | Livres |
| 13 | « J'adore les femmes de couleur ! », retour sur le racisme ordinaire | | |

Votations

La Suisse, le commerce et la guerre

La Suisse joue-t-elle un rôle important dans le commerce de guerre ? Oui. Comment s'articule-t-il précisément ? Il est difficile d'y répondre convenablement du fait du manque d'informations, symptomatique de l'opacité de la sécurité nationale et de l'industrie de l'armement.

C'était sans compter la victoire juridique en dernière instance de l'hebdomadaire suisse alémanique *WOZ* face au Secrétariat d'État à l'économie pour que ce dernier soit dans l'obligation de publier le nom des entreprises impliquées dans l'exportation d'armes.

Ces nouvelles informations publiées pour la première fois en juillet sont une première mondiale et seront utiles dans les rendez-vous démocratiques helvétiques de la lutte pour le désarmement que seront les deux initiatives du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) : contre le commerce de guerre (mise au vote le 29 novembre) et celle dite « de rectification » (contre les exportations d'armes dans les pays en proie à la guerre civile).

En 2020, dans le monde, les guerres provoquent toujours la misère. Les prophéties libérales post-guerre froide sur la fin de l'histoire ne se sont pas réalisées, et depuis 1989, ce sont plus de deux millions de personnes qui ont perdu la vie dans des conflits armés. Il y a vingt ans, les ventes d'armes étaient estimées à 200 milliards de dollars. En 2018, celles-ci dépassaient les 400 milliards de dollars. Dans cette sombre course au profit, la Suisse a ses marchand·e·s de mort et elles·ils ne chôment pas. En 2019, le montant des exportations d'armes avait déjà pris l'ascenseur pour atteindre 728 millions de francs, mais 2020 risque d'être encore plus sombre avec un premier semestre à 501 millions.

Légalement, ces armes exportées ne devraient pas être utilisées sur un théâtre d'opérations, du fait des conditions d'exportation fixées par l'ordonnance sur le matériel de guerre.

La réalité est autre. Différentes affaires ont démontré que ces armes étaient utilisées dans des pays en guerre civile comme en Syrie ou au Yémen. Dans ce contexte, le Conseil fédéral est allé jusqu'à annoncer la révision en été 2018 (quelques mois après l'élection d'Ignazio Cassis) de son ordonnance afin d'autoriser ce genre d'exportations jusqu'à illégales.

La Suisse exporte

Une large coalition allant de la gauche jusqu'au PBD en passant par la démocratie chrétienne s'est créée en réaction à cette droitisation du Conseil fédéral. Cette coalition ne désire rien d'autre que de rectifier ces égarements en inscrivant dans la Constitution l'interdiction d'exporter du matériel de guerre vers des pays non respectueux des droits humains ou en guerre (civile ou classique).

L'initiative fédérale a abouti. Elle est désormais traitée par le parlement et un contre-projet acceptable pourrait être voté par le parlement. Certes le but politique de ce projet n'est pas suffisant et la situation alarmante de l'augmentation du commerce de guerre demande plus qu'une défense du statu quo, mais ce projet représente néanmoins une avancée en limitant les compétences du Conseil fédéral sur cette question. Il est, de plus, susceptible de réunir une majorité populaire.

La Suisse finance

Le 29 novembre, nous voterons sur une autre initiative du GSsA qui propose d'interdire le financement des entreprises d'armement, avant tout par la Banque nationale suisse et les fonds de prévoyance publics et privés, mais également par des banques

et des assurances privées.

Sachant que la place financière suisse est l'une des plus importantes du monde, les menaces contre le bon fonctionnement des plus grandes entreprises d'armement sont réelles. Par exemple, en 2014, les investissements issus de Suisse et dirigés vers les entreprises d'armement nucléaire totalisaient 798 dollars par habitant·e, contre 122 pour l'Allemagne, ou 9 pour l'Autriche.

De plus, les fonds de la BNS, de l'AVS et des caisses de pension cumulés représentent plus de 1000 milliards de francs et il n'est pas normal que, sans que les citoyen·ne·s n'en soient vraiment informé·e·s, une partie de cet argent (plusieurs milliards) soit investi dans le commerce de guerre.

Ces entreprises actives dans un marché en expansion ne feront pas faillite d'elles-mêmes. Seules des actions politiques fortes pourraient le rendre possible. L'interdiction de l'investissement dans ces industries est une stratégie à mettre en oeuvre rapidement. Même si cela ne fermera pas les usines d'armement sur le territoire helvétique, nous devons décider collectivement de bannir les investissements suisses dans cette industrie meurtrière.

Bertil Munk

Pour les données inédites traitées par la WOZ : www.ruestungsreport.ch.

Monde

Bélarus : les trois coups de la révolution

Si les mots ont un sens, c'est une crise révolutionnaire que connaît le Bélarus, un petit pays européen enclavé entre la Russie, l'Ukraine, la Pologne et la Lituanie : manifestations rassemblant une majorité de la population, affrontement avec un appareil d'État violent, obtus, machiste et tortionnaire, question du pouvoir posée par la population. Mais la méconnaissance des réalités et les idées reçues ont la vie dure et portent atteinte à la nécessaire solidarité.

On croit parfois que ce pays serait un « îlot de socialisme », ou à tout le moins une sorte de paternalisme, certes autoritaire, mais protecteur et, somme toute, confortable. Rien n'est plus faux. Le Bélarus est un paradis capitaliste : les contrats collectifs de travail sont interdits, ainsi que les contrats de travail à durée indéterminée, et les jeunes diplômé·e·s sont astreints à deux années de travail avec un sous-salaire. Le chômage réel avoisine les 10%. Ces prolétaires mis en concurrence ont un employeur unique pour 60% d'entre eux, l'État : il réalise sa plus-value en vendant des armes et des pièces de précision à la Russie, et des produits agricoles à l'UE – le tout facturé en dollar. Dans ce cadre les privatisations ont commencé (Loukachenko en a bénéficié !). Faire croire qu'il y aurait des acquis d'on ne sait quel socialisme à préserver est une plaisanterie de mauvais goût.

Ainsi donc, les élections présidentielles du 9 août 2020 ont clairement été gagnées par Svetlana Tikhonovskaïa, jeune femme saisie par la population comme le symbole permettant de dire qu'il y en a assez de la dictature. La répression, terrible, s'est abattue : cinq jours de prison peuvent vous marquer à vie. Les méthodes des « Omons », les forces antiémeutes bélarusses, tendent à ressembler à celles du régime syrien : coups, brûlures, viols. Mais au matin du 11 août, les ouvrières et les ouvriers de l'usine BelAZot à Hrodna sont entrés, et le pays avec eux, en « grève générale ». Tout a rebondi. La nation bélarusse – Biélorussie est le même mot, mais en

russe et choisi par le commissaire aux nationalités Staline en 1919, c'est pourquoi il faut l'appeler Bélarus ! – s'affirme dans ses revendications démocratiques : dehors Loukachenko, libération de toutes les prisonnières·ers politiques, élections libres à tous les niveaux.

Le rôle de la classe ouvrière

La classe ouvrière industrielle a joué et joue un rôle déterminant, au centre de tout le mouvement de la jeunesse, des femmes, du peuple. La grève générale politique a démarré puissamment les 11-15 août puis, confrontée à la répression, à la précarité des emplois, et à la faiblesse initiale des organisations ouvrières, elle s'est convertie en une sorte de grève générale du zèle, sans arrêts de travail massifs, mais ralentissant la production. Des comités de grèves élus se sont maintenus et sont la cible de la répression : leurs membres animent la résistance populaire, et particulièrement le Congrès bélarusse des syndicats démocratiques (BKDP), syndicat indépendant hérité des luttes des années 1990, au rôle précieux. Son président Alexandre Iaroshuk a appelé à la formation d'un Comité national de grève pour imposer les élections libres. Par unités de production entières, les travailleuses·eurs quittent le syndicat officiel et rejoignent le syndicat libre.

Autre caractère frappant : la place majoritaire des femmes, en dehors des usines et des mines au recrutement surtout masculin. Depuis le début, ce sont souvent des femmes les organisatrices et les porte-paroles et cela se retrouve dans le syndi-

cat indépendant. Elles sont aussi les victimes de la répression, mais elles combattent avec courage la brutalité des Omons.

La crise révolutionnaire en Bélarus s'inscrit donc dans une triple perspective historique : l'histoire longue des luttes ouvrières en Europe centrale et orientale, la vague de soulèvements populaires commencée avant la pandémie et qui a repris depuis aux États-Unis eux-mêmes, et l'affirmation des femmes.

Le décalage est douloureux entre la portée de ce mouvement et la réalité plutôt faible de la solidarité internationale. Signalons la prise de position rapide, en France, de la CGT en défense des syndicats indépendants – qui a soulevé la fureur des néostalinien·ne·s de tout poil – et celle de député·e·s britanniques travaillistes et écossais·es notamment, dont Jeremy Corbyn. Il est pressant d'intensifier les prises de positions, notamment syndicales, pour défendre les syndicalistes emprisonné·e·s : Nikolaï Zimine, déjà passé à tabac en août, Siarey Charkasau, vice-président du BKDP, Roman Leontchki, toutes les membres arrêté·e·s du comité de grève des mines de phosphate de Salihorsk, Svetlana Volchek, du comité de grève de l'université de Minsk...

Quelle perspective ? Loukachenko a raison : « Si Loukachenko s'écroule, tout le système s'écroule, suivi du Bélarus. Si le Bélarus tombe, la Russie est la suivante sur la liste ».

Vincent Prémey

Fribourg

Un système de santé mortel

À la mi-août, une femme est tragiquement décédée sur le parking du site de Tavel de l'Hôpital fribourgeois (HFR). Son partenaire, qui l'y avait conduite au milieu de la nuit alors qu'elle était en détresse respiratoire, ne savait pas que les urgences du site de Tavel étaient désormais fermées la nuit.

Les soignant·e·s présent·e·s ont tenté de prendre en charge la patiente, en vain. Cet événement dramatique est la résultante directe des années de politique de démantèlement et de mise en concurrence de l'hôpital public, qui démontre ses conséquences potentiellement mortelles.

Pourquoi les portes des urgences de Tavel étaient-elles closes cette nuit de la mi-août ? En début de pandémie, l'HFR a pris des mesures d'urgence pour faire face à la crise, et a annoncé la fermeture des blocs opératoires des sites de Riaz et Tavel, de même que des urgences de ces mêmes sites durant la nuit. Ces décisions se révéleront être un prétexte pour accélérer la Stratégie 2030 de l'HFR, qui, dans le but avoué de faire des économies, prévoit une centralisation de son

activité en ville de Fribourg et la disparition des sites dits périphériques, ou leur transformation en permanences. Le canton taille dans les prestations de services publics, alors qu'il dispose d'une fortune de plus d'un milliard de francs, et qu'il vient de décider de cadeaux fiscaux massifs aux entreprises.

Une stratégie de long terme

La stratégie de démantèlement de l'HFR n'est pas nouvelle. En 2013, le site de Riaz a connu la fermeture successive du service de maternité, puis d'anesthésie de nuit. Ce printemps, l'annonce de fermeture du site de Billens a été annoncée. Alors que les services de l'HFR reprennent leur activité usuelle après la première vague pandémique, c'est sans grande surprise que l'HFR a annoncé que les mesures de fermeture des urgences et blocs opératoires de Tavel et Riaz s'étendraient sur une durée indéterminée.

Suite à la mobilisation du personnel, accompagné du Syndicat des services publics, un compromis a été trouvé. Les urgences de nuit de Tavel rouvriront dès 2021 et le bloc opératoire de Riaz reprend du service pour plusieurs années encore. Toutefois les urgences de nuit à Riaz ne rouvriront pas, privant une partie importante du canton d'un service essentiel. Afin de lutter contre la fermeture du site de Riaz, un comité citoyen s'est constitué à la fin du mois d'août.

Tirer des leçons

Le Covid-19 a pourtant montré l'importance de bénéficier de soins hospitaliers publics éten-

dus, seuls garants de la santé de la population. La crise sanitaire a mis le doigt sur les failles de notre système, et créé une solidarité sans précédent avec les personnels de santé, dont les professions sont largement féminisées et peu valorisées. Ces personnels qui ont dû lutter dans des conditions très compliquées, sans matériel de protection, demandent désormais de la reconnaissance, au-delà des applaudissements. Il est nécessaire que les personnels au front touchent une prime – à l'instar de ce qui a été fait dans de nombreuses entreprises privées –, que les professions de la santé soient revalorisées et que des moyens soient alloués pour renforcer les prestations de service public.

Pour l'heure, les autorités cantonales restent sourdes aux revendications. Hormis le canton de Fribourg qui allouera un montant d'un million de francs comme prime Covid aux « fonctionnaires », aucune mesure de compensation n'est connue. Au contraire, dans une logique de maîtrise des coûts liés à la pandémie, il faut s'attendre à de nouveaux programmes d'économie sur le dos du personnel et au détriment des prestations. La Stratégie 2030 de l'HFR est l'exemple typique de cette politique dangereuse, mettant au centre les profits à la place des patient·e·s.

Or, si la crise sanitaire a eu un mérite, c'est celui de mettre en lumière cette contradiction et de rappeler que les structures publiques n'existent pas pour être rentables, mais pour offrir des prestations vitales à la population.

Déterminés, les personnels de santé de plusieurs cantons se mobiliseront pour leurs revendications durant toute la semaine du 26 octobre. Nous y attendons toutes les personnes qui applaudissaient au mois de mars.

*Catherine Friedli
Secrétaire syndicale
SSP Fribourg*

Une semaine de mobilisation

Voici quelques-uns des rendez-vous de la semaine de mobilisation organisée en Suisse romande :

Neuchâtel – lundi 26 octobre, 10h30 : action devant l'hôpital Pourtalès.

Genève – mardi 27 octobre, 12h30 : rassemblement devant les HUG.

Vaud – mercredi 28 octobre : journée de grève et d'actions dans tous les lieux de santé du canton. Manifestation à Lausanne à 18h00.

Fribourg – jeudi 29 octobre : journée d'action dans les EMS du canton. Rassemblement à Fribourg à 17h00.

Samedi 31 octobre, 14h00 : mobilisation nationale sur la Place fédérale à Berne.

On trouvera un programme actualisé sur le site du SSP : www.ssp-vpod.ch.

Élections US

Le clown ne fait plus rire

Vu d'Europe, l'élection présidentielle américaine peut apparaître comme la prolongation d'une mauvaise farce commencée en 2016. Mais la situation n'a rien de comique.

En quatre ans, Trump a remplacé un nombre incroyable de juges fédéraux ultra-conservateurs (y compris quelques femmes), maintenant nommés à vie. Il a créé une situation d'instabilité permanente dans son administration avec des départs en série, ses acolytes initiales aux étant toutes sous l'effet de poursuites judiciaires sous différents chefs d'accusation, ce qui démontre l'escroquerie que représentent ses positions et ses mesures.

Le vide républicain

Avec la pandémie, le mépris de la démocratie qui caractérise Trump et ses amis fascistes est devenu si évident que l'on doit encore une fois faire le constat de la malhonnêteté intellectuelle de la droite (américaine). La parti républicain a entièrement concédé son pouvoir à son leader, notamment en renonçant à élaborer un programme politique : il a adopté une résolution conférant un soutien aveugle au président et une opposition de principe à toute position démocrate. Le seul but du parti, sans projet politique spécifique, est le pouvoir, et un pouvoir absolu pour une personne qui a pourtant prouvé son incompétence et son caractère ingérable.

Mais tout conservatisme, même fasciste, est mieux pour une droite républicaine infusée par une base évangélique, raciste et sexiste, diabolisant absurdement les démocrates et leurs positions. Et les pseudo-défenseurs du « gouvernement local », partisan·es d'un Trump promettant moins d'État (d'impôts, surtout) et plus de souveraineté locale et nationale (notamment l'invalidation des traités et la sortie des organisations internationales) se révèlent n'être que de racistes et sexistes amateurs·eurs d'ordre dictatorial.

Performance de pouvoir

Leur homme n'est cependant pas fort, mais il essaie de leur donner des gages de masculinité (toxique) : envoi sur ordre présidentiel d'agent·e·s armé·e·s contre les manifestant·e·s pacifiques contre la violence raciste policière, fermeture des bureaux de poste et des moyens de tout le système postal fédéral dans un but personnel électoral, accélération soudaine de la mise en place d'un vaccin et de son imposition pour se remplir les poches de l'argent sale des pharmas, etc. Mais où sont les pseudo-défenseurs des libertés ? Trop occupés à savourer leurs blancs privilèges en pleine pandémie et récession ?

Raus !

Suivre Trump ou juste son actualité, même dans les médias critiques (et il devient si arrogant et explicitement fasciste que même les médias qui lui sont sympathiques ne peuvent plus faire semblant de le croire), constitue une épreuve pour toute personne sensée. Mais c'est bien une stratégie fasciste : pousser le spectacle jusqu'au bout pour détourner l'attention, désespérer l'opposant·e, et la ou le rendre subjectivement impuissant·e. C'est pourquoi l'élection est au contraire l'une des plus importantes que les États-Unis aient jamais connus. Il semble que les Démocrates l'aient compris. Espérons que le peuple américain aussi.

Stéphanie Pache

LE CASSE-NOIX



Face aux rappels à l'ordre et aux interventions énergiques d'élues vertes dans un Conseil des États dissipé lors du débat sur l'initiative contre les pesticides de synthèse, le sénateur libéral-radical vaudois **Olivier Français** s'est insurgé face au « ton agressif » des conseillères, qui « l'indisposait ». À croire que pour M. Français, les prises de positions assurées et les discours critiques restent réservés aux hommes.

LE POING



Le poing revient à **Yannick Jadot**, eurodéputé et principale figure médiatique du parti écologiste français EELV, pour avoir indiqué que le « burkini n'a rien à faire dans une piscine ». Comme si reprendre le phrasé de l'extrême droite sur l'Islam ne suffisait pas, il en a fait de même pour « l'insécurité » en déclarant être « extrêmement inquiet d'une [récente] forme de banalisation de la violence » et appelant le retour du « respect de la règle commune ». Si le PS a eu Valls, EELV a désormais Jadot.

LA ROSE



La rose de ce mois est décernée à **Svetlana Alexievitch**, qui utilise la notoriété et la relative protection que son Prix Nobel de littérature lui confère pour poursuivre la lutte contre le régime autoritaire de Loukachenko en Bélarus. Opposante de longue date du régime, elle est aujourd'hui la dernière membre du conseil de coordination créé par l'opposition après les élections truquées du 9 août encore présente sur sol bélarus. Elle offre un exemple admirable de la manière dont une œuvre littéraire peut se transformer en engagement politique.

Monde

À Hong Kong, la liberté en danger

Nous traduisons ici de larges extraits du communiqué de la HKCTU, la confédération des syndicats de Hong Kong, suite à l'adoption ce printemps par le pouvoir chinois de sa nouvelle loi sur la sécurité.

Le 28 mai, le pouvoir chinois a adopté une nouvelle loi sur la sécurité nationale qui vise à empêcher les « ingérences étrangères » dans les affaires de la région administrative spéciale de Hong Kong, à interdire les « activités sécessionnistes et subversives » et à lutter contre les « actes terroristes ».

L'imposition unilatérale de cette loi controversée par le gouvernement chinois, en contournant les procédures prévues par les lois hongkongaises, va affaiblir les libertés et l'État de droit à Hong Kong et détruire le principe « un pays, deux systèmes », lequel avait déjà été largement vidé de sa substance ces dernières années. La HKCTU s'oppose fermement à cette loi, qui ouvre la plus grave crise politique depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine [en 1997, ndr]. Cette situation requiert l'attention de la communauté internationale.

Les droits des syndicats sont menacés

Comme nous le savons bien, le gouvernement chinois a toujours interdit la création de syndicats indépendants. Par le passé, celles et ceux qui ont tenté de le faire, d'exprimer leurs opinions, de lancer des grèves ou des campagnes

en faveur des droits fondamentaux ont été accusés d'incitation à la subversion. À Hong Kong, les syndicats indépendants font face à des pressions politiques de plus en plus fortes, et cette situation va encore s'aggraver avec la nouvelle loi.

Couper la société civile de ses contacts internationaux

La loi dit que l'État « arrêtera les forces étrangères utilisant Hong Kong, de quelque manière que ce soit, pour des activités séparatistes, subversives ou destructrices ». « De quelque manière que ce soit » est imprécis, et pourra être interprété en tous sens par le pouvoir. Par le passé, le gouvernement chinois a toujours décrit le mouvement démocratique à Hong Kong comme une « révolution de couleur » et un « complot contre le gouvernement chinois » contrôlé par des puissances étrangères.

Une fois que la nouvelle loi sera mise en œuvre, les soutiens apportés par la communauté internationale au mouvement démocratique à Hong Kong seront donc rendus impossibles. Les contacts, les échanges et la coopération entre les syndicats indépendants de la région et les syndicats internationaux seront également considérés comme des interférences de puissances étrangères, et donc interdits par la loi sur la sécurité nationale.

Mépris pour les droits fondamentaux

La loi fondamentale de Hong Kong garantit que ses citoyens jouissent de la liberté d'expression, d'assemblée et de manifestation. Même après la rétrocession, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques a continué à s'appliquer à Hong Kong, et les actions de son gouvernement doivent donc respecter les droits fondamentaux. Le pouvoir chinois s'est cependant réservé le droit de passer outre et de décréter des lois

nationales qui ne sont pas tenues de respecter les droits fondamentaux. Si l'on considère les précédents jugements pour « incitation à la subversion de l'État » dans des cours chinoises, ils ont plusieurs fois conduit à des condamnations arbitraires et à une persécution fondée sur les convictions politiques des prévenus. Une fois mise en œuvre, la loi sur la sécurité nationale deviendra un outil autoritaire pour briser la dissidence à Hong Kong.

Sabotage de l'autonomie de Hong Kong

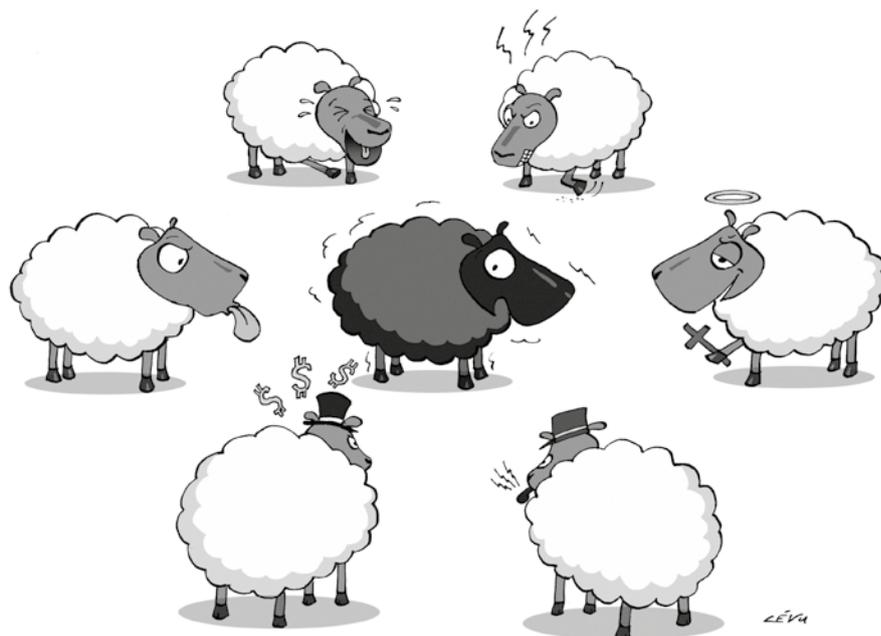
La nouvelle loi permettra aux forces de sécurité chinoises d'implanter des bureaux à Hong Kong. Cela signifie que le gouvernement chinois pourra demander à sa police ou à ses services de renseignement de mener des enquêtes, de procéder à des arrestations, d'inculper ou même d'extrader les personnes arrêtées pour qu'elles soient jugées en Chine.

Le pouvoir chinois utilise cette loi pour désintégrer la protection dont bénéficiait encore Hong Kong, en s'attribuant la capacité d'intervenir directement dans les affaires de la région administrative spéciale et en y établissant un contrôle social totalitaire.

*Confédération des syndicats de Hong Kong (HKCTU)
(trad. : AC)*

On trouvera la version anglaise intégrale de ce communiqué, publié le 2 juin 2020, sur le site suivant : en.hkctu.org.hk.



**PAGES
DE
GAUCHE**
Le dossier


Combattre le racisme, partout !

Le 25 mai 2020, Georges Floyd est assassiné par un policier blanc aux États-Unis. Cet homicide va être à la source d'une nouvelle série de manifestations du mouvement Black Lives Matter. Depuis 2013, celui-ci dénonce les violences policières racistes qui sont systématiquement commises à l'encontre des personnes noires. Témoignant de l'ampleur du mouvement, les manifestations vont s'étendre en Europe, puis en Suisse où le racisme systémique existe et est dénoncé depuis des années.

Se saisissant de cette occasion, Pages de gauche a décidé de consacrer son dossier au racisme et à l'antiracisme, avec un accent particulier sur la Suisse. Les personnes racisées en Suisse continuent d'être perçues comme une étrange nouveauté, comme s'ils et elles étaient arrivés sur le territoire avant-hier. Le pays n'a pas pourtant échappé à l'histoire de l'esclavage et de la colonisation, et les discriminations subies par les personnes racisées y présentent un caractère systémique, comme partout ailleurs. Celles-ci s'ajoutent

aux discriminations de genre et de classe, ce qui permet de rappeler que les trois combats sont liés, et que l'action antiraciste fait pleinement partie du projet socialiste.

La rédaction du présent journal est composée uniquement de personnes blanches. Nous ne considérons pas que cela nous exclurait de la discussion autour du racisme et de l'antiracisme, mais que cela nous oblige à adopter une attitude précise. À l'exclusion des deux premières pages du dossier, qui présentent quelques notions théoriques, les autres articles ont été le fruit d'une collaboration étroite avec des militant·e-s et chercheuses·eurs qui travaillent sur ces questions. Il faut donner autant que possible la parole à celles et ceux qui subissent le racisme au quotidien et qui ont de ce fait une expertise pratique et théorique dans le domaine. On trouvera donc dans ce dossier un nombre élevé d'entretiens. Si l'on veut être des allié·e-s, la moindre des choses, avant de prendre la parole, est d'écouter les actrices et les acteurs que l'on souhaite renforcer.

Penser l'antiracisme

« Il leur a fallu croire pendant de longues années et pour d'innombrables raisons que les Noirs étaient inférieurs aux Blancs. Beaucoup d'entre eux, à la vérité, savent qu'il n'en est rien, mais, comme tu auras l'occasion de t'en rendre compte, les hommes trouvent bien difficile d'agir selon leurs convictions. Agir c'est s'engager et s'engager c'est prendre des risques. Dans le cas particulier, le risque, aux yeux de la plupart des Américains blancs, c'est la perte de leur identité. »

James Baldwin, « Et mon cachot trembla »,
La prochaine fois, le feu (1962)

DOSSIER L'écrivain noir américain James Baldwin a souvent rappelé ce que le racisme fait, non seulement aux Noir·e·s, mais à l'Amérique blanche, c'est-à-dire aux dominant·e·s. De la même manière que le colonialisme est un cancer qui s'étend dans les métropoles et transforme les sociétés colonisatrices, le racisme ne laisse pas la population dominante indemne. Il l'« ensauvage », comme l'a dit Aimé Césaire, il brutalise l'ensemble de la société, il inculque à chacun·e de ses membres que les êtres humains, quels que soient les principes proclamés par ailleurs, ne sont pas égaux et que certains d'entre eux peuvent être opprimés, martyrisés, exploités, tués. Aucune société démocratique ne peut émerger d'une telle situation. Il faut d'abord se débarrasser du racisme.

Le fait raciste

Le racisme n'est pas un phénomène individuel, il n'est pas le fait uniquement de personnes qui exprimeraient des opinions racistes ou agiraient de manière

raciste. C'est un phénomène social, et il forme un système dont les ramifications touchent tous les aspects de la société (et tou·te·s ses membres). Historiquement, en Europe, cette oppression militaire et économique a principalement pris la forme du colonialisme, aux États-Unis et

d'une illusion biologique qui a dominé les sciences et la médecine jusqu'à récemment et qui reste aujourd'hui encore très présente, avec des conséquences funestes pour les personnes non blanches (et bien d'autres), notamment dans le cadre de pratiques eugénistes. La critique de la naturalisation des identités et des groupes sociaux est ainsi au cœur de l'antiracisme.

La critique antiraciste

La question de la perspective est essentielle dans toute la littérature noire. Voir le monde, la société, les rapports raciaux, les dominant·e·s, avec les yeux d'une personne racisée (un terme utilisé pour la première fois par Colette Guillaumin dans *L'idéologie raciste*) est une expérience singulière. Elle ne conduit pas automatiquement à une connais-

« À partir du XIX^e siècle, (...) on ne peut plus se convertir, ni acquérir les vertus du dominant, la nature garantit maintenant les particularités de chaque groupe. (...) Ce système de justification est l'alibi des agressions concrètes ; conscient ou inconscient, il constitue la cohérence du phénomène raciste. »

Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste* (1972)

en Amérique latine celle de l'esclavage, désormais remplacé par d'autres formes de domination. De la même manière qu'on ne peut être individuellement non capitaliste dans une économie capitaliste, il n'est pas possible de vivre, d'agir et de penser hors du racisme dans des sociétés qui sont racistes. Dans un cas comme dans l'autre, ce sont des mouvements sociaux et politiques qui indiquent dans quelle direction l'on agit, soit en luttant activement contre le racisme, soit en le renforçant.

Le racisme est le produit d'une histoire récente. Il est indissociable d'une pensée essentialiste développée au XIX^e siècle qui attribue des différences de nature entre groupes sociaux. La pensée raciste se nourrit

plus exacte des rapports sociaux de race, ni à un positionnement politique nécessairement mieux informé ou plus efficace, mais elle permet de poser des questions qui, d'un autre point de vue, ne seraient pas posées. La voix des dominé·e·s doit ainsi toujours être écoutée avec attention, et c'est d'ailleurs l'une des raisons qui font que la littérature (chez Toni Morrison, James Baldwin ou Ralph Ellison par exemple), la poésie (pensons à Aimé Césaire ou Audre Lorde) ou la musique sont des lieux privilégiés pour transmettre ces expériences et les rendre intelligibles.

Et comme le montrent d'ailleurs ces œuvres, l'expérience des rapports sociaux n'est pas, par définition, un phénomène symétrique. Il n'y a ainsi pas de « ra-

« Le racisme crève les yeux car précisément il entre dans un ensemble caractérisé : celui de l'exploitation éhontée d'un groupe d'hommes par un autre parvenu à un stade de développement technique supérieur. C'est pourquoi l'oppression militaire et économique précède la plupart du temps, rend possible, légitime le racisme. L'habitude de considérer le racisme comme une disposition de l'esprit, comme une tare psychologique doit être abandonnée. »

Frantz Fanon, « Racisme et culture » (1956)

cisme anti-blanc », pour la simple raison que le racisme est un phénomène social qui s'appuie sur un appareil d'oppression (économique, policier, militaire, urbain, etc.) qui n'existe pas à l'encontre des personnes blanches en tant que telles. Une insulte ou de la violence contre ces dernières ne sont toujours qu'un ensemble d'événements isolés, ils ne font pas système et, surtout, il ne sont pas renforcés par l'ensemble des institutions existantes.

Les stratégies de luttes

Cette asymétrie justifie aussi des stratégies de luttes différentes selon sa position dans la hiérarchie des races socialement établie. On peut être raciste ou antiraciste quelle que soit sa couleur de peau, mais les blanches ne peuvent prétendre à la même légitimité quand ils dénoncent une expérience qui n'est pas la leur, et les véritables alliés ne tenteront pas de parler à la place des per-

sonnes dominées. Cela n'empêche ni les échanges, ni les alliances fondées sur des buts communs, mais la condamnation de l'oppression raciste par les personnes blanches requiert de laisser parler en priorité les personnes racisées, non parce qu'elles sont les seules à pouvoir discuter du problème (ce qui reviendrait à leur laisser la responsabilité exclusive de l'antiracisme !), mais pour faire exister une parole minorisée dans l'hégémonie blanche, et surtout, pour l'écouter. Les collectifs et organisations militants peuvent évidemment choisir d'intégrer ou non des personnes blanches, selon les circonstances, mais la lutte antiraciste requiert l'engagement de tou-te-s. Puisque nous sommes tou-te-s concerné-e-s, les décisions politiques sur ces questions doivent être prises collectivement.

*Antoine Chollet et
Stéphanie Pache*

« Faire l'expérience de la douleur causée par la haine raciale, ou être témoin de cette peine n'est pas suffisant pour comprendre ses origines, son évolution ou son impact sur l'histoire globale. L'incapacité des femmes états-uniennes à comprendre le racisme dans le contexte politique états-unien n'est pas dû à un quelconque dysfonctionnement inhérent à la pensée des femmes. Elle ne fait que refléter le degré de notre oppression. »

bell hooks, *Ne suis-je pas une femme?* (1982)

« Ceux qui n'ont pas de pouvoir, par définition, ne peuvent jamais être "racistes" car ils ne peuvent jamais faire payer aux autres ce qu'ils éprouvent ou redoutent. »

James Baldwin, *Chassés de la lumière* (1972)

« La situation réelle du minoritaire commande sa place de questionneur dans la société majoritaire. »

Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste* (1972)

« Les nationalistes culturels ne comprennent pas les révolutionnaires blancs, car ils ne comprennent pas pourquoi un Blanc se révolterait contre le système. (...) le rôle du radical de la mère-patrie, et il a bien un rôle, est d'abord de choisir ses amis et ses ennemis (...) et ensuite, de ne pas se contenter de parler de son désir de se racheter moralement et de se réaligner avec l'humanité, mais de mettre ceci en pratique en attaquant les défenseurs des institutions. »

Huey P. Newton (Black Panther)



« Le racisme est tentaculaire »

Noémi Michel est enseignante et chercheuse en théorie politique à l'Université de Genève. Elle fait partie des trop rares universitaires qui travaillent sur les questions de racisme en Suisse. Elle est aussi une militante antiraciste, et ne souhaite pas séparer ces deux activités. Nous lui avons posé quelques questions sur la situation actuelle.

DOSSIER **Quelles sont les résonances du mouvement Black Lives Matter en Suisse ?**

Ce ne sont pas de nouvelles mobilisations auxquelles nous avons assisté ce printemps, mais simplement l'actualisation d'un mouvement qui est présent depuis des décennies en Suisse, et que je qualifierais de mouvement de libération noire.

Ce qu'il faut comprendre, c'est que ces mouvements sont depuis longtemps interconnectés au niveau mondial, et qu'on ne peut pas séparer ce qui se passe

en Amérique du Nord des événements qui ont lieu ailleurs.

Comment interpréter les actes racistes ?

Le racisme est tentaculaire. Ses effets touchent toutes les sphères de la vie des personnes marquées par la différence raciale : vie intime, sociale, politique, etc. Ses manifestations vont de la micro-agression quotidienne à la violence étatique organisée. La logique du racisme anti-Noir·es renvoie à l'accumulation (des actes, des paroles) et à la transversalité (dans toutes les situations), constituant un système et non une série d'événements indépendants.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier les effets du racisme sur les blancs·es. Le système raciste les conduit à cultiver des formes d'ignorance, à l'égard à la fois de l'histoire raciale-coloniale de leur pays et des manifestations de racisme. Le philosophe Charles Mills qualifie ce phénomène d'« ignorance blanche ». Mes recherches montrent que cette ignorance produit une forme de narcissisme, de difficulté à se décentrer, valorisant, même inconsciemment, la position privilégiée que le sujet blanc occupe. En somme, le racisme anti-Noir·e, tentaculaire, invasif et peu (re)connu par la majorité blanche, constitue une entrave immense au développement d'une société démocratique.

Existe-t-il des différences entre la Suisse et les États-Unis sur la question du racisme ?

Je n'aime pas me lancer dans des comparaisons, en tentant d'identifier des différences et des similitudes entre cas nationaux. La condition noire est fondamen-

talement diasporique, marquée depuis des siècles par les déplacements des personnes noires entre les continents.

À la place de cas nationaux clairement distincts, je préfère donc parler de singularités connectées. Il faut bien comprendre que la violence raciste est globale et que vouloir à tout prix en distinguer les manifestations selon des contextes strictement nationaux en rend la compréhension plus difficile.

Comment imaginer les prochains combats antiracistes en Suisse ?

Il faut surtout qu'ils gardent leur cap actuel ! Les mobilisations du mois de juin, marquées par la colère, puis celles du mois de juillet, qui énonçaient un certain nombre de revendications concernant en particulier la police et ses responsabilités, doivent continuer. J'observe également que la convergence des luttes se pose de manière plus sérieuse aujourd'hui, comme le montre par exemple le soutien du mouvement LGBTIQ* au mouvement BLM en Suisse romande. L'intégration de considérations raciales dans de nombreux mouvements sociaux, parfois difficile ou très minoritaire hier encore, est soudain devenue davantage évidente, même si des défis subsistent.

Enfin, il est intéressant de constater la résurgence de discours radicaux qui demandent l'abolition de la prison, de la police et du capitalisme. Ceux-ci offrent un cadrage du problème racial à un niveau de généralité qui n'était pas celui des revendications de ces dernières années. Ces discours nous ont rappelé à toutes, moi comprise, que la lutte pour la libération noire est une lutte pour la préservation et l'épanouissement de la vie, et donc aussi une lutte pour la justice sociale, la démocratie, l'environnement, une lutte qui est dans l'intérêt de tout le monde.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

Une version longue de cet article est disponible sur notre site internet (www.pagesdegauche.ch).



« J'adore les femmes de couleur », retour sur le racisme ordinaire

Olga Madjinodji est une Biennoise de 32 ans qui a fondé récemment un collectif afroféministe à Bienne. Elle travaille comme conseillère pour requérant·e·s d'asile au centre fédéral de Boudry et ponctuellement comme médiatrice culturelle dans des musées. Nous l'avons rencontrée pour en apprendre plus sur les liens multiples entre racialisation et sexualisation, en particulier pour les femmes afrodescendantes.

DOSSIER *Peux-tu nous dire ce qui t'a amenée à cofonder un collectif afroféministe à Bienne et ton rôle dans ce collectif ?*

Le Collectif Afroféministe Biel/Bienne Afrofeministiches Kollektiv, plus simplement appelé CABBAK, est né l'année dernière dans le cadre d'une soirée afroféministe organisée par le NMB (Nouveau Musée Bienne). Au cours de la discussion, nous nous sommes rendues compte qu'il y avait une forte invisibilisation des femmes noires sur le plan médiatique ou professionnel à Bienne et en Suisse et que beaucoup de stéréotypes étaient encore associés aux femmes noires. J'ai eu le besoin de faire plus en cofondant CABBAK qui compte actuellement une quinzaine de personnes. Nous réfléchissons actuellement aux activités et aux actions que nous allons faire.

À quoi pensez-vous comme actions ?

Ayant toutes été confrontées au racisme et au sexisme à l'école, nous voulons nous concentrer sur des activités visant l'éducation des enfants et des adolescent·e·s. Nous avons aussi réalisé qu'il y a de graves lacunes dans le programme scolaire, en particulier pour ce qui concerne l'héritage colonial suisse. Nous réfléchissons à la manière d'interpeller les autorités sur ce type de questions car il y a beaucoup d'ignorance sur ce sujet. Cependant, le mouvement *Black Lives Matter* a créé une certaine prise de

conscience, même en Suisse, et il me semble que les gens sont plus réceptifs à ces thématiques.

Les femmes afrodescendantes sont-elles affectées différemment par le sexisme ?

Nous concernant très spécifiquement, il y a notamment les remarques et les représentations sur nos traits physiques tels que les cheveux crépus ou les lèvres charnues.

Nous vivons le sexisme simultanément avec le racisme ce qui se traduit par le concept de misogynoir. Un exemple : pour un entretien d'embauche où l'annonce indique « apparence soignée » une femme noire ne se sentira pas à l'aise d'y aller avec une coupe afro, car l'imaginaire projette des cheveux raides pour les femmes avec une apparence soignée.

Il est très rare de voir des personnes à hautes responsabilités avec leur afro. Ceux et celles qui portent une afro vont rapidement être renvoyés à quelque chose de sauvage et d'exotique alors qu'il s'agit simplement de nos cheveux !

Beaucoup de personnes n'en ont pas conscience et cela transparaît notamment au travers de remarques qui peuvent paraître « gentilles », mais qui pour nous sont des micro-agressions. Par exemple, le fait de nous dire « tu es belle comme une gazelle » est choquant. Pourquoi nous comparer à des animaux et pourquoi nous renvoyer à quelque chose d'exotique ?

Ça me fait penser au concept de « fétichisation sexuelle raciste » : peux-tu nous dire ce que c'est et à quelle réalité ce concept renvoie ?

C'est un concept qui renvoie aux relations amoureuses (ou de séduction), mais qui est difficile à aborder sans froisser les personnes concernées. La fétichisation sexuelle raciste apparaît lorsqu'un certain imaginaire sexuel est projeté sur le corps des femmes noires (par exemple, qu'elles seraient très compétentes au lit) et génère une attirance. En particulier cela arrive lorsque certaines personnes blanches veulent avoir une relation avec une personne noire parce que celle-ci est noire et non pas en raison de sa personnalité. Déjà vers l'âge de 14 ans dans la rue, j'ai été abordée par de vieux hommes blancs qui me disaient « Moi, j'adore les femmes de couleur ». Ça peut sembler être un compliment à première vue, mais ça ne l'est pas du tout, car nous souhaitons être aimées pour ce que nous sommes et pas pour des imaginaires projetés sur nous. Cet exemple révèle aussi le problème de l'hypersexualisation précoce de femmes, un phénomène qui touche particulièrement les femmes noires.

Toutes ces petites phrases ont des impacts très concrets sur la confiance en soi et sur le rapport avec les hommes. Dans le collectif, nous avons toutes déjà entendu des remarques similaires. Ce n'est pas facile de se détacher de cet imaginaire.

*Propos recueillis
par Hervé Roquet*

L'histoire méconnue du colonialisme suisse

Pour mieux comprendre la présence de l'histoire coloniale en Suisse, nous avons discuté avec Izabel Barros. Née à São Paulo, d'ascendance africaine, indigène et européenne, cette dernière est tout d'abord confrontée à l'effacement institutionnel de son histoire familiale non européenne puis, lorsqu'elle arrive en Suisse, elle remarque l'absence de l'enseignement de l'histoire coloniale dans les universités suisses

DOSSIER Izabel Barros s'engage tout d'abord au collectif Coopération puis participe à la fondation du Berner Rassismus Stammtisch où des ateliers de « *critical whiteness* » sont proposés.

Pourquoi parler de colonialisme suisse ?

Plusieurs familles ont participé au colonialisme, en tant que propriétaires de plantations ou avec des investissements. Celles-ci fournissaient des produits manufacturés et il y avait dans l'actuel territoire suisse un marché consommateur de ces produits-là, ces produits-là, pensons au cacao (pour le chocolat) ou au coton (pour les indiennes, ces tissus imprimés dont la Suisse avait le quasi monopole). Les implications économiques décrites s'accompagnent d'implications politiques, des Suisses ont été missionnaires.

Édouard Jacottet (1858-1920), qui n'avait aucune formation spécifique, a par exemple imprégné de ses préjugés occidentaux la grammaire et le vocabulaire du Sesotho, la langue officielle du Lesotho. Les chercheurs et chercheuses qui travaillent sur l'histoire des anciennes colonies ne peuvent pas ne pas parler de la Suisse et de ses missionnaires, en raison de leurs implications historiques.

Pour donner d'autres exemples, la Croix Rouge était très présente au Congo belge, des mercenaires suisses ont été envoyés à Haïti pour contrer la révolution, des officiers suisses étaient au commandement de régiments qui s'occupaient de répression coloniale. Il y a des personnages comme Pierre-Frédéric de Meuron, qui

était gouverneur militaire de Ceylan (l'actuel Sri Lanka). Des Suisses jouaient donc un rôle politique important dans les colonies.

Au niveau des mentalités, des Suisses ont aussi influencé l'image qu'on se faisait des populations non européennes. Louis de Bocard, par exemple, offrait des expéditions en Amérique du Sud à de riches Européen-ne-s. Les lettres circulaires écrites par des missionnaires pour lever des fonds en Suisse, les récits de voyage et même la littérature enfantine ont été imprégnées de stéréotypes et de préjugés. Les images des colonies qui nous sont parvenues étaient en conséquence déformées. En Suisse et en Europe, les gens étaient éduqués au travers d'expositions humaines, qui participaient à la construction de l'image de « l'autre » qui s'est construite autour de la blancheur et d'une supériorité raciale. Cette dernière étant comprise en tant que norme. Une grande quantité de questions et de défis actuels sont liés au colonialisme. L'écrivaine et artiste Grada Kilomba parle de trois liens importants : la capitalisation des ressources naturelles, la déshumanisation des populations autochtones et la militarisation.

Le système colonial a instauré la notion de capitalisation de la nature, qui signifie que les ressources naturelles peuvent être extorquées, transformées et marchandisées. Par ailleurs, si l'on pense aux questions liées au climat, ce sont précisément les pays qui ont été colonisés qui en souffrent le plus. Le système de monocultures d'exportation, comme la canne à

sucres, le coton, le café ou le cacao, est développé au profit unique des métropoles pendant l'expansion européenne. Celles-ci persistent aujourd'hui encore, et on peut aussi y ajouter l'huile de palme, le caoutchouc ou le soja. Ainsi, pour penser aux questions liées au changement climatique, à la déforestation ou à l'appropriation des terres, il faut revenir au colonialisme pour comprendre comment ça s'est construit.

Nous ne pouvons pas comprendre le racisme sans revenir à la colonisation et sans parler de déshumanisation. Pendant la période coloniale, les nations colonisées ont été soumises, leur force de travail et leur savoir ont été appropriés au profit des métropoles. Ce n'est pas par hasard si le racisme scientifique est né aux XVIII^e et XIX^e siècles, qui marquent également l'apogée de l'esclavage et du système de monocultures. Pour exploiter les nations colonisées, il fallait distinguer les personnes, les déshumaniser à travers des théories qui ont cherché à légitimer la supériorité européenne. Les mœurs et les pensées européennes ont été imposées à la fois comme représentantes de l'universel et comme supérieures à toutes les autres.

Il en va de même pour la militarisation. C'est précisément pour contrôler et garantir la capitalisation des personnes et de la nature que l'on assiste, pendant la période coloniale, à la mise en place d'un appareil de contrôle moderne servant à étouffer les révoltes dans les colonies et à garantir le pouvoir colonial. La déshumanisation à travers la racisation sert aussi à contrôler. Le phénomène du profilage racial en est un lointain héritier. Il en va de même lorsqu'on pense à la circulation des personnes. Quel est le profil des personnes qui risquent leur vie dans la Méditerranée ou dans le désert mexicain ? À l'inverse, qui peut traverser ces frontières librement et confortablement ? Il est toujours important de revenir à l'histoire pour comprendre les institutions actuelles.

Que pensez-vous de la réception actuelle de l'histoire coloniale suisse ?

Grâce aux derniers événements, motivés par le mouvement noir suisse, l'organisation de ce dernier et les recherches importantes qui ont vu le jour ces quinze dernières années, plus personne ne peut véritablement contester ce passé colonial. La question n'est plus vraiment là, mais plutôt dans l'effort de penser globalement le passé de la Suisse, en incluant dans cette entreprise des chercheuses-eurs et des mouvements sociaux issus des pays anciennement colonisés. C'est ce qui nous permettra de comprendre les expériences de résistance qui nous aideront à penser une autre société, décoloniale et réconciliée.

Plusieurs chercheuses-eurs critiques des anciennes colonies font part de difficultés lorsqu'il s'agit de travailler sur l'histoire coloniale suisse, même lorsqu'elle a un lien direct avec leur propre pays ou identité. Il reste très difficile de trouver des collaborations et des moyens économiques pour poursuivre les recherches en Suisse. C'est important qu'au niveau épistémologique

on ouvre le spectre et les perspectives – ce que Flávio dos Santos Gomes, appelle la « multivocalité » en histoire. À partir de son parcours et de ses expériences, on pose des questions et on interroge les sources différemment. Il nous faut encore questionner profondément notre façon de travailler en tant qu'historien-ne-s. Malgré des avancées importantes, l'eurocentrisme dans les universités est encore très fort. Le profil des professeur-e-s et les bibliographies ont du mal à changer. Et il faudrait encore parler de l'enseignement de l'histoire dans les écoles, ou de sa présence dans les médias ou d'autres institutions.

Pour moi, aujourd'hui, la seule solution possible pour combattre le racisme à l'intérieur des institutions consiste à collaborer véritablement avec des associations qui ont un positionnement critique envers le racisme et qui pensent intersectionnellement. Un exemple est le collectif Afro-Suisse en Romanche, la plateforme Lucy et le réseau Bla*sh, plutôt présent en Suisse allemande. Pour changer une structure, il ne suffit pas de suivre un atelier, ou d'engager une personne

racisée dans l'équipe, il faut un suivi continu, et avoir les ressources nécessaires pour le faire.

Il faut demander des changements structurels profonds, dénoncer l'absence des personnes racisées des lieux de pouvoir, demander plus de présence participative et de représentativité dans les institutions et les sphères décisionnelles. Il ne nous faut pas penser superficiellement le passé colonial de la Suisse comme s'il s'agissait uniquement d'anecdotes, ou nous contenter de reproduire des pensées, des récits et des images racistes du XVIII^e ou du XIX^e siècle. Au contraire, il faut plutôt chercher les expériences et les voix cachées dans cette histoire, déconstruire le passé et repenser les structures actuelles. Dans l'histoire suisse, il y a beaucoup de mouvements de résistance qui ont été oubliés. La colonisation était tout aussi extérieure qu'intérieure, un bon exemple de cette dernière est l'histoire de la philanthropie, qui imposait des mœurs précises à ses « bénéficiaires » en Suisse.

*Propos recueillis
par Emma Sofia Lunghi*



« Pour les classes populaires, l'État n'est que répression »

Alors que les populations afro-descendantes se soulèvent en Amérique et en Europe pour dénoncer le racisme et les violences policières, nous avons décidé de poser quelques questions à Mathieu Rigouste, sociologue français spécialiste des questions sécuritaires. Pages de gauche avait déjà, en avril 2013 (n° 121), rédigé un compte-rendu de La domination policière, livre toujours d'actualité, traitant des violences policières.

DOSSIER Qu'est-ce que le racisme policier ?

Pour parler de racisme policier, il faut comprendre que la police est un appareil chargé par l'État d'employer la violence, la coercition et la force pour maintenir ce qu'elle appelle l'ordre public, qui est, en fait, l'ordre social. C'est donc un appareil de coercition au service des classes dominantes dont la fonction est de maintenir un certain rapport de force. Dans ce cadre-là, la police d'une société, dont le racisme est structurel, compose, programme et fait partie de la société, reproduit des schémas racistes.

Elle vient assurer une fonction au sein de ce racisme systémique en maintenant notamment à leur place sociale les catégories racisées des classes populaires. Cela se manifeste notamment par des contrôles d'identité dans la rue, qui se saisissent des corps, humilient et introduisent ceux qui les subissent dans un circuit de punition et de coercition pouvant déboucher jusqu'à la prison. Différents régimes de contrôle policier, de violence et de surveillance s'appliquent.

Les habitant·e·s des quartiers populaires non blancs, en très grande majorité les Noir·e·s et les Arabes issu·e·s de la classe ouvrière, subissent des régimes de férocité, des techniques de police, qui ne sont pas appliquées au quotidien et de manière systématique aux classes moyennes et aux blanc·he·s. Ces dernières consistent en des chasses à l'homme, des techniques d'étranglement pouvant provoquer la mort ou des tirs dans le dos de personnes s'enfuyant.

Toutes ces techniques qui gèrent les corps de manière exceptionnelle vis-à-vis du droit normal sont d'un point de vue sociologique et historique tout sauf exceptionnel. En effet, elles représentent le fonctionnement permanent, quotidien de la police sur le corps des habitant·e·s des quartiers populaires.

Le passé colonial de la France influence-t-il sa police ?

Mon travail consiste à comprendre la généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire. C'est-à-dire, comment la société coloniale a été fondatrice de la société sécuritaire contemporaine et comment ce passé persiste, à la fois dans les imaginaires, mais aussi dans les pratiques, dans les institutions, dans les comportements des agents de ces dernières. Ce que j'essaie de montrer, c'est qu'il n'y a pas qu'une dimension postcoloniale, qu'il y a également une dimension que j'appelle endocoloniale.

Cette dernière n'est pas la persistance, les traces d'un passé révolu, mais résulte du fait que la société française continue de s'organiser, actuellement, autour d'une forme de colonialité. Celle-ci n'est ni la colonisation directe ni une des différentes formes prises à l'extérieur du territoire métropolitain. C'est une forme, prise à l'intérieur du territoire, de domination, de ségrégation, d'oppression, conjuguée à des rapports d'exploitation de type coloniaux. Et donc, oui, le passé colonial de la France influence les pratiques de sa police, mais son présent aussi.

Le fait que la France soit engagée dans des opérations

néocoloniales depuis une cinquantaine d'années, que son armée est puissamment engagée au Sahel à travers l'opération Barkhane, qui est une guerre néocoloniale, influence fortement son industrie militaro-sécuritaire et ses logiciens politiques, stratégiques, etc.

La police est-elle gangrenée par l'extrême droite ?

Quand on regarde ponctuellement les rapports entre police et extrême droite, on a vraiment l'impression que la police est gangrenée par l'extrême droite. Puis, lorsqu'on l'analyse, la manière dont elle fonctionne sociologiquement et historiquement sur le temps long, on remarque que la police et l'extrême droite fonctionnent, à toute époque, ensemble. Dans les années cinquante, l'extrême droite coloniale était très puissante dans la police. Dans les années 1960 et 1970, c'est le SAC (le service d'action civique, une police parallèle aux services de de Gaulle) et les réseaux honneurs de la police (une association de malfaiteurs d'extrême droite).

Puis, cela se réorganise à travers le MIL (Mouvement initiative et liberté, un mouvement politique d'extrême droite), dans les années 1980. Maintenant, cela se passe avec les syndicats de police, qui sont soit officiellement affiliés à l'extrême droite, soit officieusement. L'un est un appareil et l'autre est une sorte de réserve d'idées et de pratiques. À toutes les époques, il y a une très grande présence d'agent·e·s à l'intérieur de la police se considérant comme à l'extrême droite ou ayant des pratiques et des



idées relevant de ce courant de pensée.

Tout comme il y a dans l'extrême droite, de tout temps, une source de recrutement et un travail politique, qui est fait à l'égard des institutions policières et militaires. Par conséquent, je ne dirais pas que la police est gangrenée par l'extrême droite, mais qu'elles fonctionnent ensemble, se traversent, collaborent et, d'une certaine manière, sont indissociables, à toute époque, l'une de l'autre.

L'État lutte-t-il contre le racisme policier ?

Non. C'est justement, ce qui permet de démontrer que le racisme est systémique, organisé et institué. À l'intérieur de l'État, la plupart des courroies hiérarchiques et des circuits de pouvoirs ne font que valider le fonctionnement raciste de la police. D'un point de vue judiciaire, mais également des hiérarchies internes, ce qui est contrôlé et réprimé, ce sont les histoires d'alcoolisme, de mœurs et, en aucun cas, les violences racistes ou celles qu'eux appellent illégitimes, dans le sens où elles sortiraient du cadre que serait le cadre légal.

On ajuste effectivement exceptionnellement certains comportements policiers racistes face à des manifestations, des

mouvements sociaux, des médiatisations. Toutefois, ces ajustements sont mis en lumière comme pour vacciner le discours, comme pour montrer que l'État se charge du problème, alors que c'est très largement exceptionnel que l'État s'occupe de ces affaires-là.

En général, l'État s'occupe d'affaires qui viennent, en elles-mêmes, confirmer que le racisme policier serait simplement une sorte de raté, de bavure, d'accident. D'un point de vue sociologique et historique, on parle bien du racisme policier en tant qu'un fonctionnement organisé de la police.

Quelles mesures faudrait-il imaginer contre les racisme policier ?

Les luttes contre les violences policières, le racisme et les violences d'État redécouvrent et montrent en permanence que la police déploie un système d'oppression parce que c'est son rôle et sa fonction. C'est pour cela que l'on n'arrive pas à la réformer et que l'État en vient toujours, en particulier dans ce contexte néo-libéral d'accroissement des inégalités, à donner de plus en plus de force, de moyens et de légitimité à sa police. Il y a certes des moyens judiciaires permettant un meilleur encadrement des pratiques policières.

On voit également qu'aux États-Unis, il y a tout un mouvement voulant définancer la police, lui enlever le plus d'armes possible et la sortir des quartiers populaires. Toutefois, cela repose encore une fois la même question : qu'est-ce qui restera de la police après et pourquoi on n'arrivera pas à aller jusqu'au bout.

Parce que c'est la fonction de la police. Je fais de la recherche en sciences sociales depuis les luttes sociales. La seule action dont on a l'impression qu'elle ait une traduction concrète, ce sont les formes d'auto-organisation collective des opprimé-e-s elles et eux-mêmes.

Pour l'instant, les seules choses qui permettent de protéger les gens qui subissent la police et sa violence, c'est de s'organiser au quotidien pour se protéger soi-même de la surveillance, du contrôle et de la répression policière. S'auto-organiser pour toutes les galères du quotidien, car pour les classes les plus populaires, l'État n'est quasiment que répression et la plupart des droits doivent être acquis par des batailles permanentes et quotidiennes.

*Propos recueillis
par Joakim Martins*

« Je n'ai pratiquement jamais eu une lecture à faire sur un·e auteur·e noir·e. »

Pour mieux appréhender l'état des luttes antiracistes en Suisse, Pages de Gauche s'est entretenu avec Yusuf Kulmiye (YK) et Rafaella Simonetti (RS), tout·e·s deux membre du PS/JS et de l'Association des étudiant·e·s afro-descendant·e·s (AEA) de l'Université de Lausanne.

DOSSIER **Qu'est-ce que sont les luttes antiracistes pour vous deux ?**

YK : Pour moi cela commence par une lutte quotidienne. Cela m'est arrivé d'être témoin de racisme et de ne pas avoir réagi, pris défense ou pris parti. C'est également de s'engager au travers d'associations, de partis politiques et sur les réseaux sociaux. C'est une lutte individuelle et collective.

RS : Je pense que c'est aussi une volonté de dénoncer un système de domination historiquement ancré dans notre société. C'est également répondre de manière globale à des oppressions vécues au quotidien. Ce n'est pas juste un problème de personnes et d'individus, mais un problème systémique hérité de siècles d'oppression.

Comment militez-vous au quotidien ?

YK : On est continuellement obligé de rendre attentifs les gens sur certains éléments, même si cela peut finir par être un peu lassant. L'exemple le plus simple est certainement que la majorité des gens parlent d'Africain ou de Black au lieu de parler de personne noire. Là, tu dois les reprendre et leur dire que cet anglicisme n'a pas lieu d'être, que ce n'est pas honteux de dire Noir·e ou bien quand ils ou elles disent Africain·e de leur dire que personne n'utilise le terme Européen·ne pour parler d'un·e Suisse·sse.

Établissez-vous des liens entre les luttes antiracistes, féministes ou socialistes ?

RS : Cela ne sert à rien d'avoir des libertés en tant que femme, si je ne les ai pas en tant que femme métisse. À partir du moment où il

s'agit d'oppression, si on se libère d'une, on va se retrouver face à une autre.

YK : En tant qu'homme noir, tu es frontalement confronté à des discriminations, mais en même temps tu dois être sensible au fait que tu bénéficies de certains privilèges d'homme. Tu arrives à la conclusion qu'une convergence des différentes luttes est nécessaire.

Qu'est-ce que cela implique d'être Afro-descendant·e·s dans un parti de gauche ou à l'université ?

YK : C'est très violent d'arriver au sein d'un parti de gauche et de constater que personne ne nous ressemble. Le cas de *Black Lives Matter* est également assez intéressant, parce que cela fait quatre ans que je suis à la Jeunesse socialiste et que je tente d'amener ce sujet sur la table, mais j'avais toujours échoué. Et, tout d'un coup, il y a eu un mouvement qui s'est constitué. J'aimerais que ce dernier se pérennise.

RS : Ma réticence à m'engager en politique, c'est qu'à l'écran ou dans les médias en général, je ne voyais aucun·e Noir·e. À l'uni, c'est pareil, quand tu arrives dans une salle de cours, tu vas checker où sont tes frères et sœurs noir·e·s. Et même si tu es trois ou quatre dans une salle de quatre cents, tu te sens un peu moins seule, mais tu es toujours un peu dérouterée.

YK : J'ai eu deux enseignant·e·s noir·e·s, mais je n'ai pratiquement jamais eu une lecture à faire sur un·e auteur·e Noir·e. Au sein de la direction, il n'y a pas de Noir·e, au sein des services, il n'y a pas de Noir·e et les étudiant·e·s ne sont pas noir·e·s, et donc on se retrouve souvent seul.

Comment se matérialise le racisme en Suisse ?

YK : Être Noir·e en Suisse, c'est ne pas arriver à accéder à des postes de pouvoir, à certains logements, à certains emplois ou à certains enseignements. Il y a une véritable logique socioéconomique conduisant les individus à conserver les mêmes statuts sociaux et économiques. De plus, je sais que si je me retrouve à certains endroits, à certaines heures, je suis contrôlé. Dans la manière d'interagir avec moi, les policières·iers montrent beaucoup de violence et de condescendance verbales. On a l'impression d'être déshumanisé et d'être traité comme un citoyen de seconde zone.

RS : Je me rends compte que si les personnes ont peut-être un peu de la peine à comprendre la violence du racisme en Suisse, c'est qu'on a une histoire qui, telle qu'est présentée et étudiée, est assez correcte. On ne parle jamais du rôle de la Suisse dans la colonisation. On a eu des zoos humains à Lausanne, il ne faut pas l'oublier. On nous conditionne historiquement comme étant les gentil·le·s, les neutres, la terre d'accueil ou la zone tampon.

Propos recueillis par Joakim Martins

Une version longue de cet article est disponible sur notre site internet (www.pagesdegauche.ch).

« Ce que taire autorise à dire »

DOSSIER La question du racisme suscite toujours les mêmes réflexes. À droite, c'est une forme plus ou moins renouvelée du vieux racisme biologisant, rendu apparemment plus présentable aujourd'hui sous la figure de la « culture ». Les non-blanc·he·s ne sont plus des animaux ou une forme arriérée de l'espèce humaine, mais ils et elles font irrémédiablement partie d'une autre culture, incompatible avec la « nôtre », et feraient mieux pour cette raison de ne pas chercher à s'y intégrer. Ces deux versions sont absurdes – biologiquement, sociologiquement, politiquement – mais ce n'est pas de celles-ci que nous avons parlé ici.

C'est dans les différentes forces de gauche que la question continue à poser problème. Ici aussi, hélas, les réflexes sont tristement constants. Soit on considère que l'antiracisme est un combat secondaire qui divise la classe ouvrière, soit on affirme que, la race n'existant pas, toute référence aux discriminations spécifiques subies par les populations non blanc·he·s seraient l'expression d'une forme de racisme redoublé. On ne peut s'empêcher de relever au passage la similitude entre ces élucubrations et celles qui, avec autant d'obstina-

tion, dénie au féminisme toute forme de légitimité.

Ces objections ne sont pas neuves, et les répéter paresseusement ne leur donne aucune force supplémentaire. Elles ne montrent qu'une chose : une insondable ignorance de l'histoire des luttes antiracistes. Il faut vraiment ne pas avoir lu une ligne de Du Bois, Césaire ou Fanon pour affirmer qu'ils auraient divisé le prolétariat occidental ou que, puisqu'ils ont parlé de race, de Noir·e·s voire, encore pire, de négritude, ils n'auraient été que de banals racistes qui s'ignoraient. C'est faire comme si personne n'avait réfléchi au problème et agi contre le racisme depuis 200 ans.

Rappelons donc rapidement deux leçons qui nous sont données par ces militant·e·s innombrables qui, depuis les premiers combats contre l'esclavage et le colonialisme, n'ont cessé de lutter contre le racisme. La première, c'est que le combat antiraciste s'articule profondément avec les luttes contre le capitalisme et contre le patriarcat, car il est toujours un combat pour l'égalité et l'émancipation. Pas davantage que les partis ouvriers révolutionnaires n'envisageaient de tuer toute·s les bourgeois·es

ou que les mouvements féministes n'ourdisaient secrètement le génocide des hommes, les militant·e·s antiracistes ne souhaitent assujettir les blanc·he·s. Dans les trois cas, c'est un système à la fois matériel et idéal qui est attaqué, ce qui change pas mal de choses.

« Dans un tel contexte, qui met en tension ce que taire autorise à dire et ce que nommer fait encourir, il est nécessaire de se saisir du mot "race" ».

Sarah Mazouz

La seconde leçon, comme nous l'avons rappelé plusieurs fois dans ce dossier, c'est que, si « les races » n'ont pas de fondement scientifique, l'idée qu'elles existent a, elle, des effets sociaux, politiques, économiques et psychologiques gigantesques. C'est précisément contre ceux-ci qu'une lutte antiraciste doit être menée, et qu'elle doit recevoir le soutien de toute·s les militant·e·s et de tous les collectifs œuvrant à l'avènement d'une société plus égalitaire, plus libre, plus émancipatrice, en un mot : plus démocratique.

La rédaction

Pour aller plus loin

- James Baldwin, *La prochaine fois, le feu* [1963], Paris, Gallimard (Folio), 2018.
- James Baldwin, *Retour dans l'œil du cyclone*, Paris, Christian Bourgois, 2015.
- Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe, les identités ambiguës* [1988], Paris, La Découverte, 2018.
- Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme* [1955], *Discours sur la négritude* [1987], Paris, Présence africaine, 2004.
- Thomas David, Bouda Etemad, Jannick Marina Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne, Antipodes, 2005.
- Christine Delphy, *Classes, dominer, qui sont les « autres » ?*, Paris, La Fabrique, 2008.
- W. E. B. Du Bois, *Les âmes du peuple noir* [1903], Paris, La Découverte, 2007.
- Ralph Ellison, *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?* [1952], Paris, Grasset, 2002.
- Frantz Fanon, *Œuvres, Peau noire, masques blancs, L'an V de la révolution algérienne, Les damnés de la terre, Pour la révolution africaine*, Paris, La Découverte, 2011 (voir p. 21).

- Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste, genèse et langage actuel* [1972], Paris, Gallimard, 2002 (voir p. 22).
- Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratiques de pouvoir, l'idée de Nature*, [1992], Donnemarie-Dontilly, éditions iXe, 2006.
- bell hooks, *Ne suis-je pas une femme ? Femmes noires et féminisme* [1981], Paris, Cambourakis, 2015.
- C. L. R. James, *Les Jacobins noirs, Toussaint Louverture et la révolution de Saint-Domingue* [1938], Paris, éditions Amsterdam, 2017 (voir p. 23).
- Audre Lorde, *Sister Outsider, essais et propos sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme...* [1984], Genève, Mamamélis, 2018.
- Sarah Mazouz, *Race*, Paris, Anamosa, 2020 (voir p. 23).
- Achille Mbembe, *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte, 2013.
- Albert Memmi, *Portrait du colonisé, portrait du colonisateur* [1957], Paris, Gallimard (Folio), 2002.
- Toni Morrison, *Beloved* [1987], Paris, 10/18, 2008.
- Pap Ndiaye, *La condition noire, essai sur une minorité française*, Paris, Gallimard (Folio), 2009.
- Edward Said, *L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident* [1978], Paris, Le Seuil, 2005.

Livres

Baldwin dramaturge

S'il est un auteur dont les écrits, plus de trente ans après sa mort, sont toujours d'une actualité brûlante, c'est le romancier et militant des droits civiques américain James Baldwin. La lecture de ses descriptions du Harlem des années 1940 reste saisissante par les résonances qu'elles offrent avec la situation

Baldwin dramaturge

La collection Zones des éditions La Découverte vient de traduire le dernier texte littéraire de Baldwin qui ne l'avait pas encore été (mais nul besoin de désespérer, il reste encore quantité d'essais à traduire en français...). Il s'agit de l'une de ses deux pièces de théâtre, *Blues pour l'homme blanc* (l'autre étant *Le coin des Amens*, traduite quant à elle par Marguerite Yourcenar au début des années 1980). Cette pièce, écrite en 1964, prend son argument dans un événement important de l'histoire du combat pour les droits civiques aux États-Unis, à savoir l'assassinat en 1955 d'un adolescent noir, Emmett Till, par deux Blancs, suivi de leur acquittement. L'année suivante, les deux meurtriers avaient avoué l'assassinat dans les colonnes d'un journal, redoublant l'ignominie de l'acte par la vantardise d'en avoir été les responsables et de s'en tirer sans encombre.

La pièce est dédiée à Medgar Evers, le militant des droits civiques du Mississippi et ami très cher de Baldwin, assassiné en 1963 par un membre du Ku-Klux Klan. Baldwin y explique qu'il a cherché à comprendre ce que le racisme et la doctrine supréma-

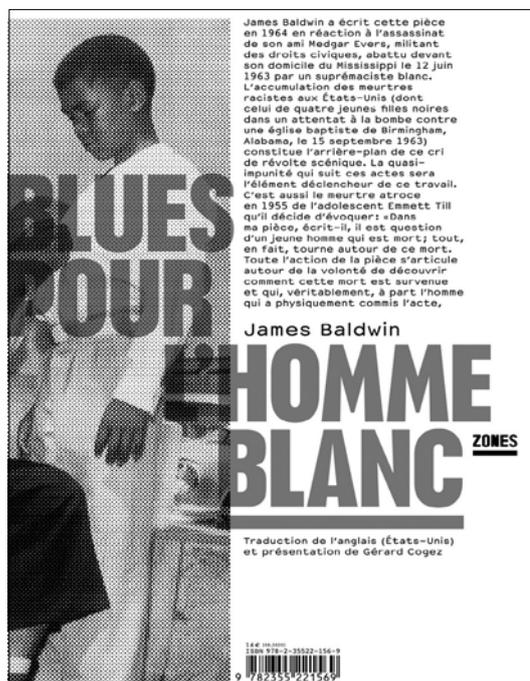
ciste blanche avaient produit chez le meurtrier. Lorsqu'il admet, tout à la fin de la pièce, qu'il a été « obligé de tuer » ce Noir qui s'adressait à lui comme s'il était blanc, Baldwin montre la propension à l'inhumanité que le racisme provoque chez les dépositaires de l'ordre racial.

Les deux peuples

Lointaine réminiscence des tragédies athéniennes, deux chœurs s'expriment dans *Blues pour l'homme blanc*: la ville noire et la ville blanche. Incarnation des deux peuples qui composent encore l'Amérique pour Baldwin et qui, un jour, peut-être, n'en formeront heureusement plus qu'un seul. La situation en 1964 reste cependant celle d'une Amérique profondément ségréguée, où ces deux communautés semblent durablement irréconciliables.

Si Baldwin est incontestablement l'un des romanciers les plus importants du XX^e siècle, il reste à découvrir, en particulier pour les lectrices-eurs francophones, le dramaturge qu'il a aussi été. Cette traduction de *Blues pour l'homme blanc* en constitue la meilleure occasion.

Antoine Chollet



À lire : James Baldwin, *Blues pour l'homme blanc*, Paris, La Découverte (Zones), 2020 ; James Baldwin, *Meurtres à Atlanta*, Paris, Stock, 2020.

actuelle des Noirs aux États-Unis. Il est toujours aussi dangereux pour un homme noir de se promener sur le trottoir d'une ville américaine aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, comme le décès de George Floyd l'a encore tragiquement montré cette année.

Des premiers essais des années 1940 aux tout derniers textes écrits juste avant son décès en 1987, l'acuité du regard de Baldwin, la finesse de ses analyses et, en même temps, la radicalité de son propos et de sa dénonciation du racisme et des inégalités irriguent toute son œuvre. Pour celles et ceux qui ne l'ont pas encore fait, il faut absolument le lire. Et pour les autres, il faut se réjouir de la republication de certains de ses textes et de la parution de nouvelles traductions.

Les enfants morts d'Atlanta

Après la réédition d'*Un autre pays* et la nouvelle traduction des *Chroniques d'un enfant du pays* en 2019, cette année 2020 est à nouveau riche en rééditions de textes de Baldwin. Les éditions Stock ont republié, dans une traduction révisée, *Meurtres à Atlanta*, un texte paru pour la première fois en 1985. Ce petit livre est issu d'une commande de la revue *Playboy* suite à une série de meurtres de 22 enfants noirs à Atlanta, et du procès d'un coupable présumé qui s'était avéré être noir. La première version du texte était parue dans la revue en 1981, mais Baldwin en a réalisé une version étendue destinée à être publiée sous forme de livre. Baldwin parle des événements et du procès, mais il offre en même temps une réflexion beaucoup plus générale, non seulement sur le racisme aux États-Unis au début des années 1980, mais aussi sur ses propres expériences passées, mêlant ainsi, comme dans de nombreux autres de ses textes, son autobiographie et l'histoire raciale du pays. On peut rappeler enfin que *Meurtres à Atlanta* est, avec un recueil d'essais (*The Price of the Ticket*), le dernier livre publié par Baldwin de son vivant, ce qui lui donne un relief particulier. AC

Cinéma

Green Book

Green Book : Sur les routes du Sud est un film biographique américain triplement oscarisé, sorti dans les salles en 2018, prenant place aux États-Unis en 1962. Le Docteur Donald Shirley, un pianiste noir de génie originaire de Jamaïque, décide alors d'organiser une tournée de concerts de huit semaines passant notamment par le Sud profond des États-Unis. À cette époque, les lois Jim Crow, un ensemble de lois ségrégationnistes visant à restreindre les droits des personnes afro-américaines, y sévissent toujours. En se faisant acclamer en tant qu'artiste noir, Don Shirley compte notamment faire évoluer les mentalités. Pour mener à bien son projet, il engage Tony Lip, un vendeur italo-américain raciste, en tant que chauffeur et garde du corps.

Avant de partir, Lip reçoit une édition du *The Negro Motorist Green Book*, un véritable

guide, dont le titre est d'ailleurs à l'origine de celui du film. Ce livre, destiné aux voyageuses-eurs noir-e-s américain-e-s recensait les commerces, hôtels, stations-service et autres établissements acceptant les personnes noires, permettant ainsi à ces dernières d'éviter de mauvaises surprises.

Le film met brillamment en scène les différences de race et de classe des deux personnages. Lip affirme, par exemple, lors d'une dispute, qu'il connaît mieux le quotidien des Noir-e-s que Shirley étant donné qu'il a grandi au Bronx, ce qui rend fou de rage ce dernier. Au cours de la tournée, Tony Lip prend peu à peu conscience du traitement discriminatoire subit par son employeur et les deux hommes deviennent progressivement amis.

Le film fut, toutefois, très fermement critiqué par le frère

de Don Shirley, qui appela à son boycott. Il accusa notamment le film, d'ailleurs écrit par le fils de Tony Lip, de déformer la réalité. On peut également reprocher au long-métrage d'avoir totalement mis de côté la question du genre.

Cependant, malgré toutes les critiques qui peuvent lui être adressées, *Green Book* demeure une excellente porte d'entrée à la compréhension du quotidien de millions d'Afro-Américain-e-s lors de la période ségrégationniste et, hélas, aujourd'hui encore.

Joakim Martins

À voir : *Green Book : Sur les routes du Sud* (Peter Farrelly, 2018).

Livres

Fanon, « un homme qui interroge »

De Frantz Fanon, on connaît généralement *Les damnés de la terre*, son dernier livre, paru juste avant sa mort si précoce en 1961, alors qu'il n'avait que 36 ans. Les lectrices-eurs les plus pressés-e-s n'en connaissent même souvent que la préface de Sartre, laquelle en dit, comme toujours avec Sartre, davantage sur lui que sur le livre préfacé... *Les damnés de la terre* est un texte très impressionnant, furieux, fébrile, mais dont la conclusion – celle de Fanon, pas celle de Sartre – n'a pas perdu sa force : « Nous ne voulons rattraper personne. Mais nous voulons marcher tout le temps, la nuit et le jour, en compagnie de l'homme, de tous les hommes ».

Fanon, dont il ne faut pas oublier qu'il était médecin-psychiatre, a pourtant écrit d'autres livres, tout aussi fascinants mais moins connus. Le premier,

qu'il publie en 1952, *Peau noire, masques blancs*, est un moment décisif de l'histoire de l'analyse des effets du racisme. À partir de ses observations cliniques, mais aussi de ses lectures, il décrit quelques-unes des pathologies spécifiquement liées à l'existence d'une structure raciste dans la société, structure sociale qui a des effets individuels très importants, y compris au niveau du psychisme. Bientôt il va rejoindre l'hôpital de Saint-Alban où s'ébauche la psychothérapie institutionnelle, avant de s'établir en Algérie, comme médecin et militant du FLN. La conclusion de *Peau noire, masques blancs* recèle des formules frappantes, notamment sur la temporalité de la question coloniale : « Seront désaliénés Nègres et Blancs qui auront refusé de se laisser enfermer dans la Tour substantialisée du Passé. Je suis

un homme, et c'est tout le passé du monde que j'ai à reprendre. Je ne suis pas seulement responsable de la révolte de Saint-Domingue ».

Fanon poursuivra ses activités intellectuelles et militantes jusqu'à sa mort, publiant au passage *L'An V de la Révolution algérienne*, un autre livre admirable. C'est donc bien parmi les « hommes qui cherchent » ou qui « interrogent », comme il le dit dans la conclusion de *Peau noire, masques blancs*, qu'il faut ranger Fanon, l'un des auteurs les plus originaux de la galaxie anticoloniale et antiraciste.

Antoine Chollet

À lire : Frantz Fanon, *Œuvres, Paris, La Découverte, 2011.*

Livres

Colette Guillaumin : penser le racisme

L'idéologie raciste, le livre de Colette Guillaumin publié pour la première fois en 1972, fait partie des classiques méconnus de l'analyse du racisme. On oublie en effet parfois que celle qui deviendra plus tard l'une des animatrices les plus théoriquement inventives de la revue *Questions féministes* avait auparavant réalisé un important travail de recherche, pour l'essentiel en 1967 et 1968, sur la question du racisme. On peut signaler d'ailleurs qu'elle liera ces deux thèmes dans un recueil ultérieur de textes intitulé *Sexe, race et pratique du pouvoir*.

L'idéologie raciste est construit en trois parties, de nature différente. La première est une mise à plat théorique très élaborée des notions de race et de racisme, et de tout ce qu'elles charrient généralement avec elles. Par une approche à la fois historique et conceptuelle, Colette Guillaumin cherche à établir deux choses : la première concerne les effets très réels de

la construction d'une catégorie artificielle comme celle de race ; la seconde est l'impossibilité de rabattre le racisme qui se construit au XIX^e siècle sur les manifestations antérieures d'hostilité entre groupes sociaux.

La deuxième partie vise à se débarrasser de « la prégnance du système raciste sur les études qui s'y appliquent », un problème que l'on rencontre encore fréquemment aujourd'hui. Guillaumin remplace en particulier l'analyse de racismes prétendument spécifiques par une approche en terme de généralité du racisme.

Enfin, la troisième partie, la plus foisonnante, est une analyse très détaillée du langage utilisé pour parler des races et des populations racisées, pour l'essentiel dans la presse de la fin des années 1960. Cette lecture regorge d'exemples comiques tant ils sont caricaturaux. Elle en résume ainsi la formulation générale : « Alter "appartient",

lui, à la race repérée. Il est relativement. Aucune de ses particularités individuelles n'est autre chose que l'incarnation de sa race entière : il n'est pas individu mais morceau d'un ensemble. Cet ensemble, race, sexe, groupe ou classe, est une catégorie et non l'humanité ».

Presque cinquante ans après sa première parution, l'ouvrage de Colette Guillaumin est toujours aussi indispensable à la compréhension du racisme et de ce qui permet de lutter contre lui.

Antoine Chollet

À lire : Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste [1972]*, Paris, Gallimard, 2002.

Cinéma

Dear White People

Sortie en 2017, la série télévisée Netflix *Dear White People* est une tragicomédie satirique qui raconte la vie quotidienne d'un groupe de jeunes hommes et femmes noir·e·s dans une prestigieuse université américaine. Elle a été réalisée par Justin Simien, auteur du film homonyme sorti en 2014. L'histoire débute le lendemain d'une *black-face party* à laquelle participent un grand nombre d'étudiant·e·s, l'un des nombreux exemples de racisme quotidiennement subi par les personnages.

La série se structure en plusieurs chapitres qui montrent le point de vue particulier d'un personnage différent à chaque fois. Ceci permet de représenter

la variété d'expériences diversifiées vécues par les personnages noirs dans un campus majoritairement blanc. Au travers de la représentation de scènes de vie ordinaires, Justin Simien parvient à montrer et expliciter les abus subis par les personnes noires et de ce fait ne manque pas de reconstruire les actes de racisme ordinaire et systémique commis par les blanc·he·s.

La série ne manque pas de montrer les conflits présents à l'intérieur de la communauté noire du campus où l'ensemble des étudiant·e·s noir·e·s résident dans un seul bâtiment. Dans ce dernier, le réalisateur met en scène les débats et divergences politiques propres aux person-

nages qui ont des visions hétéroclites de l'antiracisme. Ainsi, *Dear White People* arrive à articuler une satire des conflits intérieurs aux groupes militants antiracistes sur le campus tout en explicitant l'hypocrisie présente dans bien des universités où le racisme serait prétendument inexistant. Enfin, la série vante quelques personnages principaux féminins au caractère fort.

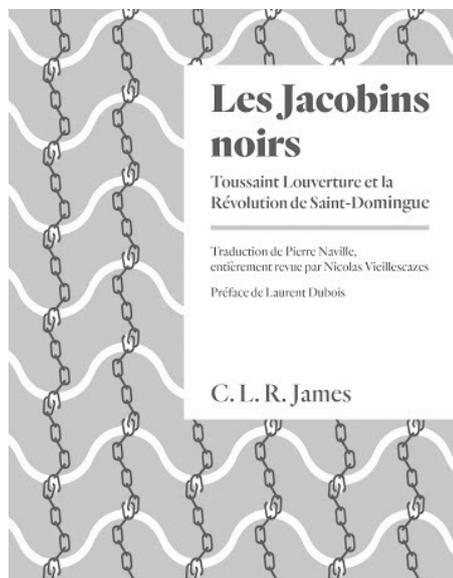
Emma Sofia Lunghi

À voir : *Dear White People*, États-Unis, 2017

Les Jacobins noirs**C. L. R. James**

Paris, éditions Amsterdam, 2017

464 pages



Si les révolutions anglaise, française et américaine sont largement connues et documentées, il ne peut pas en être dit de même de la Révolution haïtienne. C'est cette injustice qu'a voulu corriger C. L. R. James, un historien et militant socialiste et anticolonial trinidadien noir, en rédigeant en 1938 *Les Jacobins noirs*. Dans cet ouvrage, il fait l'histoire de la première révolte d'esclaves réussie du monde moderne, qui débuta en 1791 dans la colonie française de Saint-Domingue. Cette dernière s'acheva, en 1804, par la proclamation d'indépendance d'Haïti, la première République noire libre du monde.

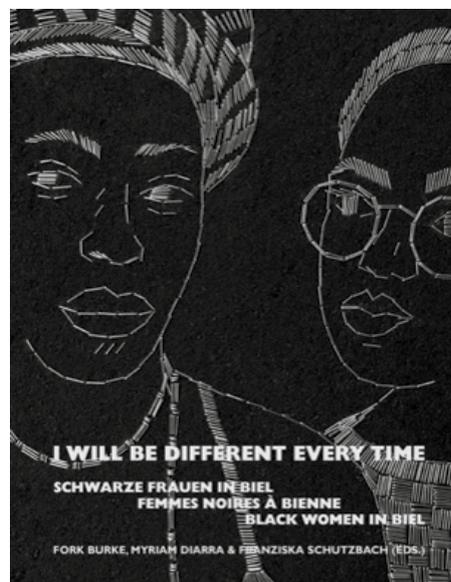
En 1789, Saint-Domingue était la colonie la plus prospère et rentable du globe. En effet, la moitié de la production mondiale de sucre et de café était issue de ses champs et son commerce extérieur représentait, à lui seul, plus du tiers de celui de la France. Toutefois, cette même année, la future Haïti vit débarquer par bateau des idéaux de liberté et d'égalité. La Révolution haïtienne est intrinsèquement liée à sa jumelle hexagonale, c'est le peuple révolutionnaire de Paris qui donna espoir à celui de Saint-Domingue et qui força la Convention à abolir l'esclave. Pour conserver leur liberté, les ancien-ne-s esclaves dominicois-es vinrent à bout des deux plus prestigieuses armées du monde, celle de Grande-Bretagne et d'Espagne. Ce n'est qu'une fois la révolution définitivement matée en France et Napoléon au pouvoir, qu'elles et ils durent se résoudre à gagner par les armes leur indépendance. *JM*

I will be different Every Time :**Femmes Noires à Bienne****Myriam Diarra, Fork Burke et****Franziska Schutzbach**

Die Brotsuppe, Biel/Bienne, 2020

La maison d'édition biennoise Die Brotsuppe vient de publier un ouvrage collectif et militant trilingue (français, anglais, allemand) documentant « les perspectives, les voix, les biographies de femmes noires à Bienne ». Partant du constat que l'histoire et la vie des Noir-e-s en Suisse et en particulier des femmes noires est encore trop méconnue, l'ouvrage présente sous la forme accessible du témoignage et de l'entretien les parcours et les expériences de vie de dix-sept Biennaises afrodescendantes. La force de cet ouvrage est de réussir à révéler les singularités des différents parcours de vie ainsi que la grande diversité d'opinion et de personnalité de ces dix-sept femmes, sans toutefois invisibiliser ce qu'il y a de structurelle dans l'expérience commune du racisme anti-Noir-e en Suisse et sans y réduire leur expérience non-plus.

L'introduction historique et théorique qui précède le portrait de ces femmes pose les bases des lacunes de l'histoire des Noires de Suisse ainsi que les spécificités du contexte biennois. Bienne étant notamment la ville de Suisse avec le pourcentage le plus élevé (17%) d'Afrodescendant-e-s dans sa population. Ce livre arrive opportunément à un moment clé de l'histoire suisse où la discussion sociale sur le passé colonial et la place des noir-e-s de Suisse semble s'entrouvrir pour de bon. Cet ouvrage offre la possibilité d'une belle entrée en matière à qui serait intéressé-e par ces thématiques. À lire. *HR*

**Race****Sarah Mazouz**

Paris, Anamosa, 2020

89 pages

Nous avons déjà écrit plusieurs fois sur les titres de cette collection, mais comme elle persiste à publier de petites pépites, et que la dernière concerne le thème de notre dossier, c'est l'occasion d'en reparler.

Sarah Mazouz y reprend quelques-unes des questions discutées depuis plus d'un siècle par la pensée antiraciste et anticoloniale, et montre combien elles n'ont rien perdu de leur actualité. La question principale que le livre veut élucider est celle de la légitimité de l'utilisation du mot « race » par les militant-e-s antiracistes. Pourquoi reprendre à son compte le mot de l'adversaire pour le combattre ? La raison



en est simple : si la race n'existe pas « au sens que l'idéologie raciste lui confère, [...] elle est partout car les conséquences de cette idéologie sont, elles, bien réelles ». Et elle suggère de ne l'utiliser qu'au singulier, pour bien montrer que l'on ne valide pas l'existence de différentes « races », mais un rapport social fondé sur une différence raciale elle-même construite.

Le livre discute aussi de l'in vraisemblable cécité française envers ces questions, l'idéologie « républicaine » se drapant dans un pseudo-universalisme folklorique et prétendant qu'en France, « on ne parle pas de race ». Sarah Mazouz montre bien l'inanité d'une telle réflexion, l'anti-intellectualisme qui l'anime (l'ignorance des travaux historiques, sociologiques et philosophiques traitant de cette question), et ses effets politiques désastreux.

Une lecture salutaire, claire, concise et convaincante. *AC*

Vu, Cévu**La Der****Le Prince de la Vallée**

Le 18 août, on pouvait apprendre en écoutant, comme tout·e bon·ne Jurassien·ne, RFJ (Radio fréquence Jura, la chaîne que vous pourrez entendre dans tout magasin, ménage ou véhicule jurassiens), qu'une nouvelle formation politique dénommée « Avenir de Bonheur » se présentait, dans le district de Delémont, aux élections cantonales du 18 octobre 2020. Sur les trente places du Parlement jurassien – merci de ne plus jamais parler de « Grand Conseil jurassien », terme très bernois faisant frémir encore toutes les chaumières du Canton – attribuées aux Vadais·e·s (les habitant·e·s de la Vallée de Delémont), la liste n'en compte que six, dont un personnage pour le moins atypique, connu dans toute la République, ou presque : le Pascal Prince.

Au micro du journaliste, ce dernier indique que le but de la liste est de permettre aux candidat·e·s « de se représenter elles et eux-mêmes » et que leur seul objectif politique commun est « que l'État devienne au service de la population » et « que la population soit entendue et écoutée ». Du jamais vu depuis la démocratie athénienne ! Malgré la soi-disant neutralité politique de la liste, le Prince développe pourtant une très claire ligne argumentative anti-

parti (« devoir signer une dette idéologique [envers un parti], on trouve ça excessif »), qui est elle bien marquée politiquement. À vous de deviner si faire primer l'engagement individuel sur le collectif est de droite ou de gauche !

Si la ligne politique d'« Avenir de Bonheur » est aussi claire que celle de sa principale figure médiatique, elle risque bel et bien d'être déstabilisante. Le Prince Pascal, en tant qu'ancien député – la démocratie représentative n'étant pas non plus parfaite –, est notamment intervenu au Parlement pour supprimer les quotas d'amendes d'ordre, faire baisser le prix de l'essence, interdire les véhicules diesel sans filtre à particules fines, ou encore rendre obligatoire les panneaux solaires sur toutes les nouvelles constructions.

Si vous pensez que le Prince peut parfois être vaguement progressiste, vous faites fausse route. S'il est bien membre du GSsA et antimilitariste, il s'est quand même réjoui sur RFJ de l'élection de Donald Trump, est l'un des leaders du mouvement anti-masques jurassien et se plaint régulièrement sur sa page Facebook (l'une des quatre merveilles du Jura) de l'actuel « grand remplacement islamique » au Jura. JM

JAB

CH-1002 Lausanne

Adresse de renvoi : Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne